Election présidentielle 2022

CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ LIBÉRÉE DE LA PROSTITUTION

RÉPONSES DE ANNE HIDALGO

MOUVEMENT DU NID FRANCE

Fondation Scelles
Connaître, Comprendre, Combattre l'Exploitation Sexuelle

Anne Hidalgo est abolitionniste et s'est prononcée pour une mise en œuvre plus ambitieuse de la loi de 2016. Elle s'engage sur la quasi-totalité des points-clés de notre questionnaire.

SES RÉPONSES EN BREF

Anne Hidalgo s'engage :

- ☑ Pour une société résolument féministe et abolitionniste
- ☑ Pour un changement d'échelle dans l'application de la loi de 2016, qui permette à 40 000 personnes qui le souhaitent de sortir de la prostitution sur dix ans
- ☑ Pour un ensemble d'actions prioritaires et concrètes afin de répondre aux situations d'urgence

Ses trucs en plus :

- L'éducation au consentement fera l'objet d'enseignements spécifiques à l'école
- Interdiction du référencement des sites pornographiques et des vidéos pornographiques, lutte contre le revenge porn

Ce qui manque encore :
Une revalorisation de l'allocation prévue dans le cadre du parcours de sortie (AFIS) au niveau du RSA dès la première loi de finances de 2022

Anne Hidalgo

👍

Compatible
avec notre projet de société abolitionniste

I] Votre engagement pour une société féministe et abolitionniste

Question 1 :

Êtes-vous prêt.e à réaffirmer l'importance de la politique publique de lutte contre le système prostitutionnel en l'inscrivant dans le cadre global de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ?

Réponse :

Oui, et pas seulement dans ce cadre-là. Il s'agit également de protéger les mineurs et de lutter contre la traite d'êtres humains.

Question 2 :

Prendrez-vous l'initiative de lancer une grande campagne d'information et de sensibilisation sur la réalité de la prostitution et l'interdiction du recours à l'achat d'actes sexuels en France ?

Réponse :

Oui, et cela a également sa place dans les écoles. (cf les détails dans la réponse à la question suivante)

Question 3 :

Quelles seront vos mesures pour une politique publique ambitieuse et massive d'éducation à la sexualité, contribuant à la construction collective de relations égalitaires, comme levier indispensable à la prévention de la prostitution des jeunes ?

Réponse :

Les cours d'éducation sexuelle devront bénéficier effectivement du nombre d'heures prévues par la loi et intégrer l'éducation au consentement. L'éducation au consentement fera ainsi l'objet d'enseignements spécifiques à l'école dans le cadre de véritables cours d'éducation sexuelle, d'autant plus essentiels que la pornographie fait des ravages chez les jeunes en ce domaine.

La lutte contre le harcèlement scolaire, et particulièrement du revenge porn dont sont victimes bien trop d'adolescentes, sera un sujet de grande mobilisation du quinquennat et s'appuiera sur la formation de l'ensemble des personnels, la désignation de référents dans chaque académie et chaque établissement, et le renforcement des interventions associatives en milieu scolaire.

II] Votre action pour un changement durable en dix ans

Question 4 :

Êtes-vous prêt.e à budgéter en loi de finances les 240 millions d'euros nécessaires annuellement pour l'accompagnement global et inconditionnel de 4000 personnes prostituées par an ?

Réponse :

Oui, nous nous sommes d'ores et déjà engagés à augmenter les financements nécessaires pour que la loi abolitionniste de 2016 soit enfin appliquée.

Question 5 :

Pouvez-vous prendre l'engagement de déployer les moyens financiers et humains qui permettront de soutenir notamment les politiques publiques suivantes :

Réponses (propositions à cocher) :

- ☑ Lutter plus fermement contre le proxénétisme y compris sur Internet en s'assurant que les victimes de prostitution puissent déposer plainte dans de bonnes conditions
- ☑ Renforcer les services de police et de gendarmerie pour qu'ils disposent des moyens techniques et humains suffisants pour protéger et démanteler les réseaux et s'assurer que la totalité des biens saisis soient affectés à l'accompagnement des victimes
- ☑ Appliquer la loi interdisant l'achat d'actes sexuels y compris via les outils de nouvelles technologies de l'information et de la communication pour lutter contre cette violence sexiste et sexuelle et assécher les profits des proxénètes et des réseaux de traite des êtres humains
- ☑ Mener des actions d'information sur leurs droits et garantir l'accompagnement inconditionnel des personnes en situation de prostitution, y compris en dehors des parcours de sortie de prostitution

Autre : Nous donnerons davantage de moyens à la police pour lui permettre, en lien avec l'Aide Sociale à l'Enfance notamment, de lutter contre la prostitution des mineures qui ne cesse d'augmenter.

Question 6 :

Avez-vous des précisions à apporter quant aux mesures que vous comptez mettre en œuvre pour rompre l'impunité des agresseurs et protéger durablement les victimes du système prostitutionnel ?

Réponse :

En plus des moyens qui seront mis en place pour véritablement pénaliser les clients (dont des moyens à la police pour réaliser des enquêtes sous pseudonyme sur internet), il faut poser un interdit clair et fort lorsque les victimes sont mineures et, le cas échéant, poursuivre les clients pour viol sur mineur et augmenter la peine pour les proxénètes.

Dans le même temps, les financements des parcours de sortie seront augmentés.

Question 7 :

Comment comptez-vous garantir le financement pérenne, en adéquation avec les besoins, des actions pour la prévention de la prostitution et l'accompagnement des personnes prostituées ?

Réponse :

Un budget dédié sera mis en place et sanctuarisé au projet de loi de finances au sein du programme "égalité entre les femmes et les hommes".

Question 8 :

Êtes-vous prêt.e à travailler à la mise en œuvre concrète d'une diplomatie féministe et abolitionniste ?

Réponse :

Oui, et cela passe notamment par la défense de la "Clause de l'européenne la plus favorisée" au niveau Européen.

III] Agir dès demain

Question 9 :

Les mesures suivantes sont attendues en urgence par nos associations. Lesquelles mettrez-vous en œuvre dès la première année de votre mandat si vous êtes élu.e Président.e de la République ?

Réponses (propositions à cocher) :

Pour renforcer le changement de regard de la société sur le système prostitutionnel :

☑ Diffuser, comme prévu par la loi, une grande campagne nationale visant à informer et sensibiliser le grand public sur l'interdiction d'achat d'acte sexuel et la réalité de la prostitution

Pour accélérer la lutte contre la prostitution des mineur.e.s :

☑ Émettre une circulaire du Ministre de la justice relative à la systématisation des poursuites et des condamnations des personnes qui achètent un acte sexuel auprès d'un.e mineur.e

☑ Publier en toute urgence un protocole de renforcement de l'action de la protection de l'enfance en matière de prévention de la prostitution et d'accompagnement des mineur.e.s en danger de prostitution, en lien avec les representants des services de l'aide sociale à l'enfance et des autorites judiciaires

☑ Renforcer la formation des professionnel.le.s de l'Aide Sociale à l'Enfance, de la protection de l'enfance, de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), de la police et de la justice à l'identification du risque prostitutionnel chez les jeunes

☑ Supprimer les sites et annonces de prostitution et sites pornographiques portant violation à la législation française, facilement accessibles par les mineur.e.s

Pour proposer rapidement de vraies alternatives aux personnes en situation d'urgence :

☑ Émettre une circulaire du Premier ministre réaffirmant un cadre volontariste et clair aux commissions départementales de lutte contre la prostitution et donnant les moyens aux associations agréées d'accompagner toutes les personnes qui en font la demande

☑ Diffuser une feuille de route interministérielle pour une meilleure coordination des services de l'Etat afin de garantir l'accès effectif aux droits au logement, aux titres de séjour, à une formation professionnalisante, à la protection et aux soins

☐ Revaloriser l'allocation prévue dans le cadre du parcours de sortie (AFIS) au niveau du RSA dès la première loi de finances de 2022

☑ Réunir le comité de suivi interministériel en vue d'assurer une mise en oeuvre complète de la loi et d'en adapter les dispositifs, sur la base d'une réunion annuelle a minima

Autre : _

Un commentaire, une dernière précision à nous apporter ?

Réponse :

Nous interdirons le référencement des sites pornographiques et des vidéos pornographiques. Il n'est plus possible qu'en cherchant à se renseigner sur telle ou telle pratique, des adolescents puissent tomber par hasard sur un site pornographique !